néofascistes https://www.contretemps.eu Le Front national fut créé pour l'essentiel à l'initiative d'Ordre nouveau. Ce groupuscule fasciste voulait utiliser Jean-Marie Le Pen - un ancien député élu lors de la vague poujadiste de 1956 - pour respectabiliser les vieilles obsessions ultra-nationalistes et racistes de l'extrême droite. Le Pen apparaissait alors comme une figure très à droite mais semblait moins ancrée dans le fascisme français et les réseaux des nostalgiques du Troisième Reich.

Le FN, devenu entretemps Rassemblement national (nom qu'il utilisa déjà en 1986 pour son groupe parlementaire), fut pourtant bien créé par un certain nombre de personnages dont la trajectoire était connue : anciens collaborationnistes proches de Déat ou Doriot, anciens membres de la Waffen SS, ex-membres de l'OAS (Organisation Armée Secrète, qui organisa de nombreux attentats en Algérie et en France), néofascistes de toutes variétés, et autres négationnistes.

Trois constellations se détachent, qui se recoupent en partie seulement : tout d'abord <u>les</u> nostalgiques du IIIe Reich et autres pétainistes ; ensuite les nostalgiques de l'Algérie française de l'autre ; et enfin les néofascistes. Dans cet article, nous abordons cette troisième composante.

François Duprat[1]

Né en 1940, François Duprat, diplômé en histoire en 1963 puis professeur de relations internationales à l'Institut de relations publiques de Paris, a enseigné au collège de Caudebec-en-Caux.

Adhérant d'abord à l'Union de la gauche socialiste, il milite en 1957 à la section de Bayonne de Jeune Nation. En 1958, il est responsable national des étudiants du Parti nationaliste. En 1960, il est co-fondateur de la Fédération des étudiants nationalistes (FEN) dont il est exclu en 1964. Il collabore aux Cahiers universitaires, publication de la FEN. Dans Paris-Droit-Université, journal lié à la FEN, en septembre 1962, il a publié, sous le pseudonyme de François Solchaga, un des premiers compte-rendu des activités négationnistes de Harry Elmer Barnes [2]. En 1964, il est arrêté et inculpé pour reconstitution de ligue dissoute lors du procès de l'ex-Jeune Nation et écroué à la Santé.

Après sa rupture avec Europe-Action, il entre au bureau politique d'Occident où il est chargé de la propagande. En 1967, il est exclu par Alain Madelin car soupçonné d'être un indicateur. Il a collaboré à une multitude de publications d'extrême droite : Europe-Action, l'Observateur européen, le Soleil de Pierre Sidos, Défense de l'Occident de Maurice Bardèche, le Combat européen de Pierre Clémenti (ex-chef du parti collaborationniste-Le Parti Français National Collectiviste et membre du Comité central de la LVF), le National, Minute, Rivarol, Année Zéro[3]. Il a été directeur des Cahiers européens hebdomadaires et de la Revue d'Histoire du Fascisme.

En mars 1965, il est recruté pour s'occuper de la propagande de Moïse Tshombé à l'agence de presse congolaise et conseiller à la Sureté nationale congolaise. Durant la guerre du Biafra, il met en place un comité anti-Biafra : le Comité France-Nigéria. Représentatif d'un « antisionisme d'extrême droite », il dénonce dans Défense de l'Occident, en février 1967, « l'agression israélienne » et lance pendant la guerre des Six Jours, un éphémère et groupusculaire Rassemblement pour la libération de la Palestine. Il entretient des contacts avec le FPLP, le Fatah, et vraisemblablement avec le Parti populaire syrien.

https://www.contretemps.er



François Duprat à la tête d'une manifestation d'Occident.



François Duprat orateur du meeting d'Ordre nouveau du 13 mai 1970, à Paris.

Dès la fondation d'Ordre nouveau (ON), il appartient au cercle dirigeant, siège au bureau politique, responsable de la propagande d'ON et de sa presse. Il est candidat aux élections municipales dans le 5° secteur de Paris en mars 1971. En juin 1972, au 2° congrès du mouvement, il est responsable du rapport visant à la création du Front national. Exclus de ces deux formations, il est ensuite réintégré au FN. Après la dissolution d'ON et la création du PFN (Parti des forces nouvelles, scission du FN), il reste fidèle à Le Pen. Il siège au bureau politique et préside la Commission électorale du parti.

Il anime, avec Alain Renault, la tendance nationaliste-révolutionnaire au sein du FN et monte, une structure parallèle : les Groupes nationalistes-révolutionnaires (GNR). Le Pen ouvre les portes du FN aux NR et déclare que « la place des Nationalistes-révolutionnaires est au sein du Front national qui autorise la double appartenance et respecte les choix idéologiques de ses adhérents ». Les NR vont noyauter le FN. Par manque de militants, le FN ouvre ses portes aux néofascistes et derrière Duprat les NR vont coloniser le FN, soutenus par les doctrinaires du journal *Militant* (qui devient l'organe officiel du FN).

Jean Castrillo, de *Militant*, en déroule le film : « Duprat a donné l'impulsion au Front. En un certain sens cela nous arrangeait. Cela renforçait le courant NR ». Duprat, en cas de victoire de la gauche, aux futures élections législatives de mars 1978, était partisan d'une stratégie de déstabilisation semblable à celle menée au Chili contre l'unité populaire d'Allende par le mouvement d'extrême droite Patria y Libertad et souhaitait constituer des groupes de combat dans cette perspective.

En mars 1978, à la recherche de candidats et à l'initiative de Duprat, le FN ouvre ses portes

https://www.contretemps.eu néofascistes redactio aux néonazis. Marc Fredriksen, leader de la Fédération d'action nationale et européenne (FANE) est candidat du FN en Seine-Saint-Denis, ainsi que Michel Faci (dit Leloup). Il se produit un rapprochement entre la FANE et Duprat puisqu'en octobre 1974 les *Cahiers européens* fusionnent avec le mensuel de la FANE, *Notre Europe*, et Marc Fredriksen devient co-directeur des *Cahiers* jusqu'en mai 1975.

C'est Duprat qui met à l'ordre du jour le thème de l'immigration dans le programme frontiste, qui apparait dans la campagne des élections municipales de 1977. Philippe Solliers, dans un article du *Salut public* – organe théorique des groupes NR – insiste sur l'importance de la campagne sur l'immigration et sa portée à long terme : « Il n'est pas exclu que l'on constate dans quelques années que cette campagne a marqué un véritable tournant dans la vie de l'opposition nationale »[4].

Dans le numéro 4 des *Cahiers européens mensuels*, en décembre 1976, on pouvait lire, dans l'article « Immigration : non, rapatriement oui » que l'immigration entraine une hausse massive du pourcentage d'enfants étrangers naissant en France et « un processus de destruction de notre peuple ». La solution pour les NR exige le rapatriement des immigrants assorti d'une aide au retour et la nécessité absolue et vitale de « mettre fin à un processus de ruine de notre peuple et de notre nation ».

Dans Le Manifeste nationaliste-révolutionnaire, texte de base des NR, publié en 1978, il est précisé que « le nationalisme révolutionnaire envisage la France comme une nation colonisée qu'il est urgent de décoloniser ». Si Duprat se considère antisioniste, il a du mal à cacher son antisémitisme. Déjà, à l'époque, Occident voyait chez les militants d'extrême gauche dont « les origines sont définies par le nom, une bande de malfaiteurs, au teint olivâtre et aux cheveux crépus [...] une poignée de Slaves et d'Orientaux détraqués ». Duprat s'en prend notamment aux dirigeants trotskistes de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) :

« Cette attitude peut s'expliquer chez eux par le recrutement ethnique. Vingttrois membres de leur comité central sur vingt-cinq sont d'origine israélite [...]. Chez ces gens, c'est une monomanie névrotique ».[5]

Duprat a été un des vecteurs de la diffusion des écrits négationnistes en France. Dans son *Histoire des SS*, publié en 1967, la quatrième de couverture le présente comme un historien appartenant à la « nouvelle école révisionniste », qui étudie la Seconde guerre mondiale en dénonçant « un certain nombre d'idées reçues » dont les chambre à gaz. En 1967, il signe un article dans *Défense de l'Occident*, titré « Le mystère des chambres à gaz ». Les publications diffusées par la librairie des *Cahiers* mentionnent les premières traductions des auteurs négationnistes dont *Le mensonge d'Auschwitz* de l'ancien gardien du camp d'Auschwitz, Thies Christophersen ; *La mystification du vingtième siècle* d'Arthur Butz, livre publié aux Etats-Unis) ; ou encore la brochure *Six millions de morts le sont-ils réellement* ?, de Richard E. Harwood (pseudonyme de Richard Verrall)[6].

François Duprat a été assassiné dans des circonstances non élucidées le 18 mars 1978. National-Hebdo lui rend un hommage appuyé :

« En tant qu'historien soucieux de vérité historique, tes patientes études t'avaient amené à remettre en question « ces mensonges nourriciers » [...]. Tu faisais partie [...] de l'école révisionniste [...]. Aujourd'hui, où tout le monde a à

la bouche le mot de « liberté », c'est par l'interdit, les procès et enfin le coup de la bombe, que certains prétendent réfuter une thèse de l'Histoire ».

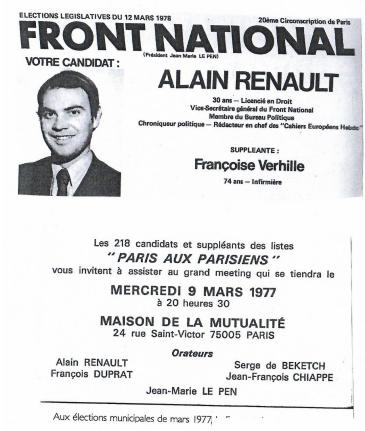
Duprat a été l'un des principaux dirigeants de l'extrême droite en France dans les années 1960-1970. Collaborateur ou rédacteur de nombreuses publications françaises ou étrangères, il a été le théoricien du « nationalisme-révolutionnaire » et un propagandiste du négationnisme. Il a publié de nombreux ouvrages[7].

Alain Renault

Né en 1948, Alain Renault, ancien membre lui-aussi de la Fédération des étudiants nationalistes (FEN), a été également membre du conseil national et du secrétariat d'Ordre nouveau (ON). Après la rupture entre ON et Le Pen, Alain Renault et son compère François Duprat, chef de file des Nationalistes-Révolutionnaires (NR), vont noyauter le FN. Avec Duprat, il a été un grand admirateur du groupuscule néofasciste italien Ordine Nuovo et souhaitait la création d'un parti néofasciste en France. Il a participé à la rédaction des *Cahiers européens*.

Aux municipales de 1977, le FN présente des listes soit sous ses propres couleurs (comme à Paris avec 18 listes « Paris aux Parisiens »), soit dans certaines villes du Sud sur des listes d'union avec la droite, ce qui lui permet d'obtenir quelques élus (Toulouse, Millau, Villefranche-sur-Mer). Des militants frontistes sont également présents sur des listes similaires (Mérignac, Antibes, Talence, en Corse et dans le Calvados). Cela provoque quelques grincements de dents chez les NR. Duprat et Renault calment leurs troupes en expliquant que leur présence au FN, baptisée pour la circonstance « Front-uni des patriotes » vise à regrouper toutes les composantes de l'extrême droite « au sein d'un même parti avant de passer à l'offensive révolutionnaire ».

À la mort de Duprat, il tente de relancer le courant nationaliste-révolutionnaire et va exercer les fonctions de secrétaire général du FN d'avril 1978 date de l'arrivée des solidaristes du groupe Stirbois, jusqu'à son départ du FN en 1981 avec le groupe du journal *Militant.* Il est remplacé au poste de secrétaire général par Stirbois. En mars 1979, il participe à un meeting avec Pierre Pauty et Le Pen sur le thème : « Halte au racisme antifrançais ».



Antisémite et négationniste, en 1978, il a écrit dans *Défense de l'Occident* un article consacré à la rafle du Vel-d'Hiv en juillet 1942. Concluant que l'on a exagéré l'événement, il explique ainsi le faible nombre de survivants rentrés en France : « Pourquoi un juif réfugié de Hongrie et arrêté à Carcassonne avec une valise en carton, ou le juif fuyant la Roumanie avec un baluchon seraient-ils revenus en France les hostilités terminées ? ». En septembre 1980, au lendemain d'un attentat antisémite à Anvers, il s'étonne dans *Militant* :

« Autre bombe, celle d'Anvers. Plus exactement, une grenade jetée distraitement par un Palestinien sur un groupe d'adolescents juifs, progénitures en ballade des diamantaires d'Anvers. Remarquez tout d'abord qu'on peut s'étonner de l'existence d'une descendance chez cette intéressante communauté de modestes tailleurs de verroterie, puisqu'on nous affirme qu'elle fut entièrement exterminée par les vilains SS du défunt Führer. On ne saurait, c'est bien connu, discuter de la véracité de l'Holocauste : il doit donc s'agir d'une génération spontanée ».

En 1990, après le dépôt de bilan de *Minute*, il fait partie de l'équipe de repreneur de l'hebdomadaire d'extrême droite. En 1992, il reprend avec Roland Gaucher le journal *Le Crapouillot*. Il a épousé la veuve de François Duprat. Alain Renault a publié de nombreux ouvrages[8].

Né le 9 octobre 1945 à Paris, Alain Robert a adhéré en novembre 1962 à la Fédération des étudiants nationalistes (FEN) dont il a été un des dirigeants du secteur lycéen. Il a géré la section parisienne avec Gérard Longuet et Alain Madelin. Il s'est illustré pour avoir participer à des agressions contre des lycéens parisiens du Lycée Buffon. Les militants de la FEN se considéraient « comme les chevaliers, nous sommes des hommes de fer. Les nationalistes sont et demeureront dans le pays les hommes de fer de l'Occident »[9].

Il participe, en 1964, à la création d'Occident[10] avec Pierre Sidos, Alain Madelin, Gérard Longuet (l'idéologue du mouvement), Patrick Devedjian, François Duprat, Xavier Raufer (Christian de Bongain), Jacques Bompard, Gérard Ecorcheville, Jack Marchal. Il est responsable politique et militaire. En 1965, il soutient la candidature de Tixier-Vignancour. Après l'échec de Tixier-Vignancour, Occident quitte les Comités Jeunes de Tixier-Vignancour. En 1965, un tract d'Occident, présente le mouvement comme « la formation de combat de l'opposition nationale ».

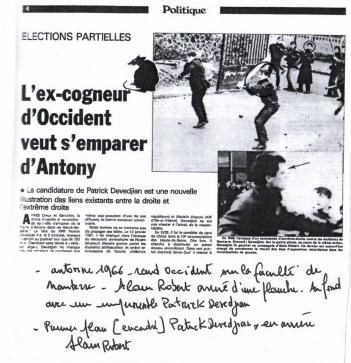
Le choix stratégique d'Occident pour se faire connaître est le recours systématique à la violence. Le 8 mai 1964, Occident attaque le meeting anticolonialiste, organisé à la Mutualité par des étudiants africains dans le cadre de la journée de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie. Pour Occident, il est hors de question de tolérer des « réunions antifrançaises ». Un commando attaque le cinéma Le Savoie où se tient un spectacle coorganisé par la CGT et l'UNEF : « Chansons pour la paix ».

Occident se veut essentiellement un mouvement de jeunes :

« Le propre de la jeunesse, c'est de remplacer la gérontocratie : voilà le sens de l'histoire. Le nationalisme c'est la jeunesse au pouvoir [...]. La seule force capable de consentir des sacrifices pour reconstruire la nation » »[11].

En novembre 1965, c'est la rupture avec Sidos. Alain Robert suit l'équipe emmenée par Madelin, Longuet, Asselin et prend le contrôle d'Occident et lance *Occident-Université*. La guerre du Vietnam entraine une mobilisation de la jeunesse aux États-Unis et gagne l'Europe occidentale, conduisant à des affrontements violents avec les groupes de la gauche révolutionnaire. Occident choisit le camp américain et sud vietnamien et scande : « Les rangers à Hanoï ».

https://www.contretemps.eu



Des attaques contre des réunions sur le thème de la paix au Vietnam ont lieu à Paris et en province. En janvier 1967, à Rouen, sur le campus de Mont-Saint-Aignan, un commando d'Occident venu de Paris et dirigé par Alain Robert agresse et blesse des militants des Comités Vietnam[12]. Les militants des Comités Vietnam (auxquels participe notamment la Jeunesse Communiste Révolutionnaire) et des Comités Vietnam de base (maoïstes) rendent coup pour coup[13].

Après avoir mis à sac des locaux des étudiants de la FGEL, Occident annonce son intention de tenir un meeting à Nanterre, alors que deux journées anti-impérialistes sont prévues sur la faculté. La gauche révolutionnaire se mobilise : « Fascistes qui avez échappé à Dien Bien Phû, vous n'échapperez pas à Nanterre ». Le doyen de la faculté décide de fermer la faculté devant le risque d'affrontements graves. Le 3 mai, les étudiants privés de leur base nanterroise se rabattent sur la Sorbonne. Alain Robert, Madelin et les troupes de choc d' Occident marchent sur la Sorbonne afin de la « nettoyer ».

Mai 68 débute et sera fatal à Occident. Complètement dépassée et surprise par le déclenchement de Mai 68, l'extrême droite est incapable d'adopter une position commune et de peser de manière significative sur la situation. Les dirigeants d'Occident divergent sur la position à adopter. Faut-il participer à la lutte aux côtés des gauchistes ou s'allier au régime qui, de leur point de vue, avait bradé l'Algérie française, pour lutter contre le bolchévisme. Madelin et Robert sont opposés à toute participation aux manifestations, prêts à se transformer en supplétifs de la police et à s'allier au régime.

Jusqu'à la mi-mai, Occident participe, aux côtés des royalistes de la Restauration nationale et des maigres troupes de Roger Holeindre aux manifestations de l'extrême droite sur les Champs-Elysées. Des heurts éclatent entre les royalistes et Occident. Occident se joint à la manifestation appelée par le Front national anticommuniste de Tixier-Vignancour, le 20 mai, de La Madeleine à la gare Saint Lazare. Le 22 mai Occident attaque le siège de l'Humanité et veut marcher sur la Quartier latin. Après l'échec de son commando sur Sciences Po, Occident disparait des radars jusqu'au 30 mai.

Certains de ses membres vont participer à la grande manifestation de soutien à de Gaulle

https://www.contretemps.eu néofascistes redaction sur les Champs-Élysées ; d'autres, tel François Duprat, dénoncent la présence d'Occident « défilant sous un drapeau frappé de la croix celtique, mêlé aux gaullistes ». Le 4 juin, Occident participe à la manifestation des étudiants gaullistes, des heurts éclatent entre le service d'ordre et Occident. Le 12 juin, le gouvernement interdit les organisations d'extrême gauche. L'extrême droite, et en particulier Occident, ne fait pas partie de la charrette. Le Garde des Sceaux, René Capitan, ne considère pas ce groupe néofasciste comme « un mouvement subversif » même si « parfois il a employé la violence ». Occident multiplie les actions de commando : attaque du siège du SNESUP, du journal Action, plasticage de la librairie maoïste rue Gît le Cœur. Le 1^{er} novembre, le gouvernement se décide à interdire Occident.

Après la dissolution d'Occident, le Groupe Union-Droit (GUD)[14] naît d'une initiative d'Alain Robert et prend pour base la faculté d'Assas en décembre 1968. Une vingtaine d'ex-Occident le rejoint. Alain Robert entend lutter « contre la contamination marxiste ». Assas doit être « un nid de résistance », une sorte de Nanterre inversée en chassant définitivement l'extrême gauche du campus universitaire. Comme le note Jack Marchal, un des fondateurs du GUD, l'appel va être entendu :

« Occident venait d'être dissous, Alain Robert voulait éviter la dispersion des militants. Il s'agissait de se replier sur une faculté en attendant de créer une nouvelle organisation politique : Ordre nouveau. Assas présentait deux avantages : une population étudiante aisée plutôt à droite et, en tant que faculté de droit, elle attirait plutôt des partisans de l'ordre. Bref, le milieu était favorable ».

Le but du GUD est de « réaliser l'unité de la jeunesse face aux vieilles structures sclérosées ». Le GUD se choisit une mascotte : le rat noir dont Jack Marchal est un des initiateurs. De Groupe Union-Droit, le GUD se transforme en Groupe Union et Défense. Et va être la force de pénétration d'Ordre nouveau[15] dans les universités. Il participe activement à la préparation du meeting d'ON, le 13 mai 1970 à la Mutualité, sur le thème « Pour un 13 mai nationaliste ». Il va fournir des militants au service d'ordre d'ON pour la protection de son meeting au Palais des Sports de Paris le 9 mars 1971.

Ordre nouveau qui mène comme son ancêtre Occident la politique du casque et de la barre de fer, veut changer son image de marque. Alain Robert et la direction d'ON veulent mettre sur pied, pour les élections législatives de 1973, une organisation ayant une apparence « légaliste et respectable. Il faut sortir l'opposition nationale de son ghetto ». Le premier numéro du mensuel, *Pour un ordre nouveau*, annonce la couleur : « Pour un Front national »[16].

Le 5 octobre 1972, le Front national voit le jour. Jean-Marie Le Pen, Alain Robert, François Duprat, François Brigneau, Roger Holeindre sont parmi ses fondateurs. Jean-Marie Le Pen en est le Président, Alain Robert le Secrétaire général. Les résultats électoraux ne sont pas au rendez-vous. Alain Robert et la direction d'ON décident de continuer la stratégie de Front national. Alain Robert qui a la double casquette de secrétaire général d'ON et du FN déclare le 29 mai 1973 :

« Le FN doit être la réunion de toutes les familles nationales, des maurrassiens, des nationaux, des intégristes, pour restaurer un nouvel ordre ».

https://www.contretemps.eu néofascistes redaction Mais rapidement le torchon brûle entre ON et le FN, l'organisation d'Alain Robert souhaitant augmenter sa représentation dans les instances dirigeantes du FN. À l'inverse, Le Pen veut marginaliser l'équipe d'Alain Robert qui réclame les 2/3 des postes au Bureau politique et le contrôle des postes clefs de l'appareil. Les 28 et 29 avril se tient un congrès extraordinaire du FN où se joue le rapport de force pour la direction du mouvement. Alain Robert et ON s'opposent à une fusion totale des fractions dans le FN, ce signifierait le sabordage d'ON : « ON n'est pas le Front. Mais le FN n'est pas non plus le parti de Le Pen. ON ne veut pas de "nouveau Tixier" ».

Le congrès se révèle incapable de prendre une position claire ; il en sort un statu quo avec le même bureau politique, les mêmes responsabilités. Alain Robert entend remobiliser ses troupes sur des thèmes radicaux et défend son indépendance. Pour Alain Robert, il est « hors de question de considérer le FN comme le futur grand parti. Il doit rester une structure d'accueil qui privilégie le combat de type classique telles les campagnes électorales ».

Le 3° congrès d'ON, les 9-10-11 juin 1973, réaffirme sa vocation de parti révolutionnaire et lance une campagne nationale contre « l'immigration sauvage » qui doit démarrer par la tenue d'un meeting fixé le 21 juin à la Mutualité avec comme thème : « Halte à l'immigration sauvage ». Suite à des affrontements entre la contre-manifestation, appelée par des organisations de la gauche révolutionnaire, ON et la Ligue Communiste (LC) sont dissous par le gouvernement.

Alain Robert, Jack Marchal, Pascal Gauchon lancent les Comités « Faire Front », qui vont participer, moyennant finances, à la campagne présidentielle de Giscard d'Estaing en 1974. En novembre1974 se tient le congrès de Fondation du Parti des Forces nouvelles (PFN) dont l'objectif est de droitiser la nouvelle majorité et de faire un parti de droite intégré dans l'establishment. Le premier comité central comprend Pascal Gauchon, Alain Robert, François Brigneau, Jean-François Galvaire, Roland Gaucher, Jack Marchal et José Bruneau de la Salle. Le PFN va se structurer, créer le Front de la Jeunesse (FJ), récupérer le GUD et lancer une nouvelle publication : *Initiative nationale*.

Si le PFN va s'afficher comme le principal rival du FN à l'extrême droite, il va échouer comme organisation autonome. Après avoir flirté avec Giscard en 1974, il le plaque pour Chirac avant de se passionner en 1979 pour la Nouvelle Droite. Beaucoup de militants vont y perdre leur identité. Après mai 1981, Alain Robert et la quasi-totalité des cadres n'auront comme seul choix que de pousser plus loin leur logique d'insertion. En 1981, Alain Robert et la majorité des cadres du PFN intègrent le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) de Philippe Malaud.

Alain Robert en devient secrétaire général-adjoint. Il est candidat aux élections législatives en juin 1981 à Aulnay-sous-Bois sur la liste « Union, RPR, UDF, CNIP ». La même année, il participe aux côtés d'Alice Saunier-Séité (ex-secrétaire d'État aux Universités entre 1977 et 1981, dans le gouvernement de Raymond Barre), Charles Pasqua, Alain Griotteray, Jacques Médecin, Raymond Bourgines à « Solidarité et défense des libertés ». Il est présent à la manifestation appelée par cette association, place de l'Alma : « Halte au terrorisme et à l'insécurité », le 3 mai 1982.

En 1983, il est élu conseiller municipal du Blanc-Mesnil en Seine-Saint-Denis, puis, en 1985, conseiller général RPR-CNIP dans le même département. En 1986, il est conseiller régional lle de France (RPR-CNIP) et entre au cabinet de Robert Pandraud au Ministère de l'Intérieur puis au cabinet de Charles Pasqua. En 1989, il est secrétaire général du Mouvement

néofascistes redaction national des élus locaux (MNEL). En 1992, il est réélu conseiller régional RPR. Il entre au cabinet de Charles Pasqua, Ministre de l'Intérieur, en 1993 et se présente aux élections législatives sous l'étiquette RPR-UDF dans les Hauts de Seine (Bagneux-Montrouge-Malakoff).

En 1994 il est nommé au Conseil économique et social. Il est élu, en 1995, conseiller municipal à Bagneux et entre en 1996 au cabinet de Pasqua président du conseil général des Hauts de Seine. Fidèle à son mentor, il participe à la création du Rassemblement pour la France (RPF), présidé par Pasqua, et est membre du bureau politique. En 1999, il figure sur la liste menée par Pasqua aux élections européennes avec William Abitbol (ex-Occident, ex-Ordre nouveau). Il prend en charge la fédération de Paris du RPF.

On le retrouve ensuite à l'UMP. Toujours en contact avec ses copains d'Ordre nouveau, il assiste aux réunions du Cercle Iéna qui se tiennent dans l'appartement parisien de José Bruneau de la Salle (ex-ON, ex-PFN). Ce cercle organise des conférences. Éric Zemmour a d'ailleurs été l'un des invités. Philippe Péninque, ex-GUD et conseiller de Marine Le Pen, est parfois présent à ces réunions[17]. En 2019, il préface un ouvrage dirigé par deux ex ON, André Chanclu et Jacques Mayadoux : « Ordre Nouveau, 1969-1973, raconté par ses militants. Témoignages et documents » (éditions de Synthèse nationale) : « Nos souvenirs sont intacts et on ne peut s'empêcher, lorsque nous nous croisons, d'avoir le clin d'œil complice de ceux qui ne regrettent rien ».

Jean-Pierre Stirbois

Né en 1945, proche de l'OAS-Métro-Jeune (OMJ), il est en contact avec *Jeune Révolution* (organe de l'OMJ) et participe à la campagne de Tixier-Vignancour en 1965. Il entre au conseil national de l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (ARLP) de Tixier-Vignancour, fréquente le Cercle du Panthéon, point de rencontre de l'extrême droite. Après l'échec de l'ARLP, anticommuniste, il est en contact avec Aginter Press (officine de barbouzes et de mercenaires sous la protection des services secrets portugais) dirigée par Guérin-Sérac.

Il milite au Mouvement Jeune Révolution (MJR) qui regroupe deux générations de militants : des ex-OAS et d'ex-militants de Jeune Alliance (branche jeune de l'ARLP). L'Algérie est très prégnante dans la propagande du MJR et en particulier de Pierre Sergent : « symbole du combat qui continuait contre le régime gaulliste [...]. Nous avons un capitaine [...]. Nous l'admirons »[18]. Jeune Révolution dénonce « les capitalistes et les marxistes qui exploitent le peuple français ». Le MJR, d'après un de ses membres, Francis Bergeron, est « un groupuscule de cent militants à peine mais une école de formation. En effet, de futurs cadres du FN ont fait un détour par le MJR[19].

En 1970, le MJR, qui va changer plusieurs fois de peau, devient l'Action solidariste-Mouvement Jeune Révolution[20], puis en 1971 le Mouvement solidariste français (MSF)[21] dont Stirbois est membre du Bureau politique, puis le Groupe d'Action Jeunesse (GAJ), en 1973, qui scissionne en 1975 et donne naissance au Groupe Action Solidariste (Stirbois, Collinot, Nourry) et enfin l'Union solidariste, groupe emmené par Stirbois et qui va intégrer le FN. Les divers groupuscules qui se réclament du solidarisme adoptent comme marqueur le trident. Pour les solidaristes : « Contre les rouges et la réaction, seule la force paye ». Ayant donc rejoint le FN, Stirbois en devient, en 1981, le secrétaire général et évince les nationalistes-révolutionnaires du groupe Militant.

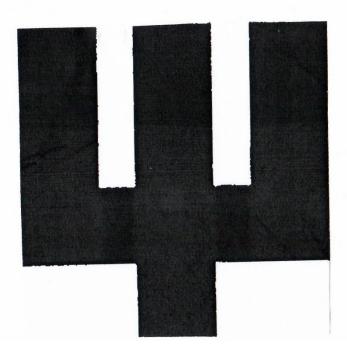
https://www.contretemps.eu néofascistes redaction ll est candidat, en 1982, aux élections cantonales à Dreux et récolte 12,6% des voix. Avec Marie-France Stirbois, ils entreprennent d'implanter solidement le FN sur la ville avec un travail méthodique de terrain. Son implantation va être confirmée lors des élections municipales en 1983 à Dreux. La victoire de la liste socialiste est annulée pour cause de fraude. En septembre 1983, de nouvelles élections ont lieu. Entre les deux tours, Stirbois, qui a obtenu 16,7% au 1e tour, fusionne la liste du FN avec celle du RPR menée par Jean Hieaux qui remporte la mairie. Stirbois devient adjoint du maire. Victoire que le FN qualifie comme « le Tonnerre de Dreux », il apparait comme l'artisan de la première alliance entre la droite et le FN et permet la première victoire électorale d'importance pour le parti.

Électoralement, Stirbois vise le transfert du vote communiste vers le FN. Il considère que « le communisme est l'ennemi du genre humain ». Un matériel spécifique est diffusé en direction de l'électorat communiste : « Le Parti communiste vous ment », il favorise l'immigration « pour réaliser une révolution en s'appuyant sur les immigrés ». La dénonciation de l'immigration devient un des éléments forts de la propagande frontiste et son fonds de commerce électoral. En 1982, aux Assises du FN, Stirbois déclare : « Immigrés d'au-delà de la Méditerranée, retournez à vos gourbis ». À Lyon, en 1984 : « Il faut inverser le courant de l'immigration étrangère, responsable de la délinquance, de l'insécurité, du chômage », faisant écho aux déclarations de Le Pen : « Nous assistons à une véritable invasion qui est en passe, avant vingt ans, de faire disparaître la nation française »[22].

En 1984, il est élu député européen sur la liste menée par Le Pen. En 1986, le scrutin à la proportionnelle, le propulse député des Hauts de Seine à l'Assemblée nationale avec 34 autres candidats de la liste intitulée « Rassemblement national ». Stirbois a créé l'appareil du FN. Membre du bureau politique, il devient le rival de Bruno Mégret. Appliquant la politique « diviser pour mieux régner », Le Pen joue Carl Lang et Bruno Mégret contre Stirbois, et réorganise l'appareil du parti. Bruno Mégret, devenu délégué général, récupère les tâches politiques (propagande, idéologie). Stirbois ne conserve que le suivi des fédérations.



1968, à Aix-en-Provence, entre Michel Schneider et Alain Boinet à un meeting du Mouvement Jeune révolution



Il mène campagne pour le NON au référendum concernant le statut de la Nouvelle Calédonie : « Votez OUI revient à promouvoir l'assassinat, l'exode, la main- mise soviétique sur le territoire (un remake de la guerre d'Algérie). » De retour d'un déplacement en Nouvelle Calédonie, il se tue dans un accident de voiture, après une réunion publique à Dreux, le 5 novembre 1988.

Lors des élections européennes de 1989, Le Pen purge le parti. Les camarades de Stirbois - Michel Collinot (organisateur des BBR, fête annuelle du FN) et Roland Gaucher - ne figurent pas sur la liste. Marie-France Stirbois (la seule députée frontiste à l'Assemblée nationale.) refuse la 21^e place. Lors de ses obsèques, Roger Holeindre salue celui « qui a chassé du FN les incapables et les voyous » pour « construire un parti fort et dur ». Roland Gaucher, persuadé que la mort de Stirbois relève « d'un complot et d'un crime d'État », déclare : « Jean-Pierre Stirbois rejoint Jean-Marie Bastien-Thiry, Roger Degueldre, François Duprat, abattus par des terroristes ». Pierre Sergent salue « son engagement pour l'Algérie française ». Quant à Le Pen, il qualifie Stirbois de « militant exceptionnel »[23].

Notes

- [1] Sur François Duprat, se reporter à Lebourg, Nicolas, Beauregard, Joseph, François Duprat, l'homme qui inventa le Front national, Denoël, 2012. François Duprat, le prophète du nationalisme-révolutionnaire, Ars Magna, 2018, recueil des éditoriaux des Cahiers européens et du Manifeste nationaliste-révolutionnaire, préface de Christian Bouchet. « François Duprat et le nationalisme-révolutionnaire », Cahiers d'Histoire du Nationalisme n° 14, juin-juillet 2014, édité par la revue Synthèse nationale
- [2]Camus, Jean-Yves, Monzat, René, Les droites nationales et radicales en France, PUL, 1992, p 80-82. « H-E Barnes, historien « révisionniste » américain. »
- [3]Différents pseudonymes utilisés : François Solchaga, Robert Cazeneuve, François Massa (Nom de jeune fille de sa mère : Colette Massa) .
- [4]Cité par Gautier, Jean-Paul, *De Le Pen à Le Pen, continuités et ruptures*, Syllepse, 2015, p77.
- [5]Se reporter à Gautier, Jean-Paul, Les extrêmes droites en France, Syllepse, nouvelle édition, 2017, p 128. Le journaliste antisémite d'Edouard Drumont dénonçait déjà à la fin du 19^e siècle : « La folie de Marat, c'est la névrose juive ». Petit problème : Marat n'était pas d'origine juive... Duprat est un adepte de la thèse du complot juif mondial.
- [6] Sur la question du négationnisme, se reporter à Igounet, Valérie, *Histoire du négationnisme en France*, Le Seuil, 2000.
- 7 Histoire des SS; Les Sept Couleurs; 1968. Les journées de Mai 68, les dessous d'une révolution; Nouvelles éditions latines, 1968; L'Internationale étudiante révolutionnaire; Les mouvements d'extrême droite en France depuis 1944; L'Ascension du MSI; Les campagnes de la Waffen SS (2 volumes); Les Sept couleurs, 1972-1973;
- [8] Avec Patrick Buisson *L'album Le Pen*, Ecully, Intervalles, 1984. En collaboration avec François Duprat, *Revue d''histoire du fascisme*, 1976, Ordre nouveau présenté par Alain Renault, reprise des deux tomes d'Ordre nouveau, 1972 et 1973, éditions Déterna, 2009. En collaboration avec Duprat, *Les Fascismes américains 1924-1941*, édition Revue d'Histoire du fascisme, 1976, réédition 2010, éditions Déterna. Alain Renault a collaboré à de multiples publications d'extrême droite : *Militant, Défense de l'Occident, Ecrits de Paris, Rivarol, Minute, Le National, Le Crapouillot, Le Guide de l'Opposition*.
- [9] Cahiers universitaires, bulletin de la FEN, n° 16, juin-juillet 1963, édito. Le Manifeste de la classe 60 est le texte de référence de la FEN.
- [10] Se reporter à Gautier, Jean-Paul, « Occident, génération cogneurs », Contretemps, 20 mars 2021
- [11] Occident-Université, n° 6, mars 1965. Et n° 3, mars 1965.
- [12] Plusieurs blessés graves, 13 inculpations de membres d'Occident traduits en justice pour « violence avec préméditation ». Alain Robert écope de 10 mois avec sursis, Madelin, Devedjian et Longuet doivent payer une amende de 1000 francs.
- [13]L'extrême gauche encercle la Mutualité où se tient le 7 février 1967, le premier

https://www.contretemps.eu néofascistes redaction meeting du Front uni de soutien au Sud Vietnam de Roger Holeindre. Deux mois plus tard, les Comités Vietnam de base détruisent rue de Rennes une exposition de soutien au Sud Vietnam organisée par Holeindre et son mouvement.

- [14] « La Charte universitaire du syndicat étudiant » a été rédigée par Gérard Longuet.
- [15]Sur Ordre nouveau, se reporter à Gautier, Jean-Paul, « <u>Les néofascistes d'ON en quête de respectabilité</u> », *Contretemps*, 27 mars 2021.
- [16] Pour un Ordre nouveau, n° 1, printemps 1971.
- [17]Cf article d'Olivier Faye, blog Droite(s)-Extrêmes Droite(s), 12 février 2016.
- [18] Bulletin Jeune Révolution, n° 4, mars-avril 1967. Le nom du bulletin est une reprise du bulletin de l'OAS-Métro-Jeune (OMJ).
- [19] Michel Collinot, Bernard Antony, Olivier Morizé, Christian Baeckeroot), Marie-France Stirbois, Article de Francis Bergeron, hebdomadaire *Le Choc du Mois*, décembre 1988, « 1965-1978, les années de militantisme anonyme de Jean-Pierre Stirbois » Le courant issu du solidarisme dans le FN était catalogué comme « la bande à Stirbois ».
- [20] Qui se dote d'un bulletin intérieur, Jeune Révolution Information.
- [21]Le MSF publie le journal *Impact*. Les solidaristes soutiennent le NTS (Union populaire du travail) fondé en 1930, anticommuniste et antilibéral constitué en 1930-1931 au sein de l'immigration russe, pendant la guerre froide le NTS se fixe comme objectif de faire passer à l'Ouest des textes de dissidents et anime une radio financée par la CIA, installée en Allemagne. Les solidaristes ont tenté des actions de soutien sur le sol soviétique comme la distribution de tracts sur la Place rouge au cours de laquelle, Jean-Charles Tirat sera arrêté en 1976. La même année, le GAJ immobilise et tague le Nord-Express Paris-Copenhague-Moscou. En 1977, pour protester contre le non-respect des droits de l'homme, un militant solidariste, Alain Escoffier s'immole par le feu dans le hall de la compagnie Aéroflot sur les Champs-Élysées,
- [22] Rien de bien nouveau dans la rhétorique frontiste. En 1892 parait un ouvrage : « La France aux Français », dans lequel on peut lire : « La question est posée, elle sera résolue un jour ou l'autre. La France doit-elle rester aux Français ou devons-nous être submergés par l'envahissement continu de l'élément étranger contre lequel nos législateurs, depuis un siècle, n'ont su nous prémunir ? ». Se reporter à Lebourg, Nicolas, Beauregard, Joseph, Dans l'ombre de Le Pen. Une histoire des numéros deux du Front national, Nouveau Mondepoche, 2012, p 105-148. Voir aussi : Cahiers d'histoire du nationalisme, n° 15 « Jean-Pierre Stirbois : De l'engagement solidariste à la percée du Front national », publié par la revue Synthèse nationale.